



# DÉCLARATION LIMINAIRE

## MULTILATERALE BILAN DE GESTION DES INGENIEURS CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX (ICT) ET TECHNICIENS (TCT)

20 février 2025

Madame la Présidente,

La **CFDT** ne peut que se réjouir qu'une réunion de bilan soit enfin prévue et que les bilans des années 2022, 2023 et 2024 nous soient enfin présentés : « tout vient à point... ». **Toutefois, nous ne pouvons que déplorer que ces éléments ne soient pas présentés en CPS, instance qui est encore et toujours vidée de sa substance !**

En période d'EIA 2025, nous n'avons toujours pas de note de gestion 2025 sur laquelle nous appuyer, aucun RETEX sur la mise en place de la CCNM ainsi que sur les règles et les critères d'attribution des différents leviers. Nous n'avons de plus aucun montant de levier communiqué à ce jour. C'est donc avec un certain scepticisme que nous abordons nos entretiens annuels. Nous souhaitons à minima que l'enveloppe de cette année soit identique à celle de l'année 2024 et bien proportionnée sur tous les leviers 1 à 3.

A l'heure des déclinaisons des valeurs de la DGA et notamment de celle de l'équité, y aurait-il des règles spécifiques pour les **non-numériques** pour compenser les années de disette, recréer des vocations sur les métiers de la DGA et fidéliser les agents ? Existera-t-il encore des disparités de traitement entre les centres de la DGA, les filières et les métiers ?

Nous voulons alerter de nouveau sur le fait qu'il reste encore des avenants non traités et que certains agents se sentent laissés pour compte. Au-delà des éléments chiffrés, la **CFDT** est toujours en attente d'un cadre pour la CPS avec la mise en place d'un règlement intérieur. Il nous paraît important également de clarifier le rôle de la CPS, car au fil des années, celle-ci s'est retrouvée, nous le répétons, vidée de sa substance et ceci n'est pas acceptable pour la **CFDT** et ne correspond pas à nos valeurs. Nous souhaiterions aussi que des réponses soient apportées par l'administration aux éléments évoqués dans cette DL et que nos interrogations ne restent pas une nouvelle fois sans réponse.

Paris, le 20 février 2025 ●

1/1